

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/N/4

17 juillet 1995

(95-2042)

**Comité des restrictions à l'importation
(balance des paiements)**

Original: anglais

NOTIFICATION CONFORMEMENT AU PARAGRAPHE 9 DU MEMORANDUM
D'ACCORD SUR LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD GENERAL
SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994
RELATIVES A LA BALANCE DES PAIEMENTS

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 juillet 1995.

Le 13 juin 1993, le gouvernement brésilien a promulgué la Mesure provisoire 1024 (publiée au Journal officiel le 14 juin 1995) établissant un ensemble de règles applicables à l'importation d'intrants, de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de produits finis dans le secteur de l'automobile. Une version anglaise du texte de cette mesure provisoire a été distribuée sous la cote WT/L/73.

Les mesures introduites par ce texte s'inscrivent dans le cadre plus général du plan de stabilisation économique (Plan "Real") dont l'application a commencé en juin 1994. Outre la maîtrise de l'inflation, les objectifs du Plan impliquent des mesures de privatisation et des réformes monétaires, budgétaires et structurelles. Ces réformes visent à accroître la productivité et à réduire les coûts de production, pour permettre à l'économie brésilienne de mieux s'intégrer dans les échanges économiques internationaux.

Le Brésil a lancé un processus de libéralisation de son commerce extérieur en 1988. Ce processus est une composante clé du programme de stabilisation économique. Le succès à long terme du Plan exige un équilibre des comptes extérieurs. Le gouvernement doit assurer un financement durable des éventuels déficits des transactions courantes, de préférence en stimulant les entrées de capitaux à moyen et à long terme, notamment les investissements productifs. De récents événements survenus sur les marchés financiers ont démontré la fragilité des stratégies visant à équilibrer la balance des paiements en misant sur des apports de capitaux à court terme, qui sont très précaires. Au stade actuel, le programme de stabilisation nécessite une utilisation optimale des ressources financières disponibles et des mesures propres à encourager les entrées de capitaux à long terme.

Le Brésil a entrepris de réduire ses droits d'importation sur les biens d'équipement, les intrants et les biens de consommation courante, afin de faire baisser les coûts de production et de contenir les pressions inflationnistes s'exerçant sur les produits de première nécessité. Par suite du programme de réduction des droits de douane lancé en 1990, le taux de droit le plus élevé a été ramené de 105 à 32 pour cent, le taux modal de 40 à 20 pour cent et le taux moyen de 32 à 14 pour cent. En outre, le Brésil a éliminé la quasi-totalité de ses obstacles non tarifaires. Il a réduit ses droits dans le cadre

du MERCOSUL et intégré des réductions temporaires des droits d'importation sur les biens de première nécessité dans ses exceptions au Tarif extérieur commun, afin de se ménager la possibilité de prendre occasionnellement les mesures nécessaires pour stabiliser les prix de ces produits sur le marché intérieur.

Après avoir dégagé d'importants excédents pendant cinq ans, la balance commerciale brésilienne a enregistré un déficit de 3,5 milliards de dollars entre janvier et mai 1995. De novembre 1994 à mai 1995, le déficit commercial totalisait 4,9 milliards de dollars. Dans les cinq premiers mois de cette année, les exportations n'ont augmenté que de 5,9 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année dernière, tandis que les importations ont progressé de 95,7 pour cent. Sur la période mai 1994-mai 1995 (12 mois), la progression des exportations a été de 11,8 pour cent et celle des importations de 59,5 pour cent.

En raison directe de cette évolution négative de la balance commerciale, les réserves extérieures ont diminué de 5,1 milliards de dollars entre janvier et mai 1995. Le chiffre aurait été encore plus élevé s'il n'y avait pas eu d'importantes entrées de capitaux à court terme durant cette période.

Toutefois, ces entrées de capitaux faussent l'analyse de la composition des réserves, qui ne peut valablement se fonder que sur des valeurs absolues. Cela est d'autant plus vrai que le Brésil a besoin de réserves suffisantes pour assurer le succès du processus de stabilisation économique.

La persistance de déficits commerciaux mois après mois a amené le gouvernement à relever temporairement les droits d'importation sur certains biens de consommation durables, dont le taux a été porté jusqu'à 70 pour cent dans certains cas, mesure qui a été notifiée dans le document WT/L/66 et Addendum 1. Le gouvernement brésilien est conscient de la nécessité d'adopter des politiques macroéconomiques compatibles avec la situation générale de l'économie du pays. A cet effet, il a également pris des mesures budgétaires, monétaires et concernant le crédit, telles qu'une réduction des dépenses publiques et l'adoption d'un taux de change flottant dans certaines limites. Il a restreint le crédit et relevé les taux d'intérêt réels afin de freiner l'activité économique.

Cependant, la possibilité pour les importateurs d'avoir accès à des sources de financement extérieures a compensé la hausse des droits et ses effets sur les prix des produits. Ces sources de financement offrent des conditions plus favorables que celles qui sont en vigueur sur le marché intérieur. Dans le cas particulier du secteur automobile, malgré le relèvement des droits, les importations ont totalisé 1,830 million de dollars pour les cinq premiers mois de cette année. Cela représente 8,8 pour cent des importations brésiennes et 89,9 pour cent du total des importations de produits automobiles pour 1994. De janvier à mai 1995, le Brésil a importé quelque 300 000 véhicules, alors que sur l'ensemble de l'année 1994 il n'en avait importé que 197 180. Alors qu'en 1994 le nombre de véhicules importés correspondait à 12,5 pour cent de la production nationale, la proportion atteignait 37 pour cent sur la période janvier-mai 1995.

L'analyse de l'évolution de la balance commerciale montre clairement l'impact de cette hausse rapide des importations automobiles sur l'ensemble des importations brésiennes. De janvier à mai 1995, l'augmentation des importations d'automobiles par rapport à la période correspondante de l'année précédente a été de 412,7 pour cent, contre 55,3 pour cent seulement pour le total des importations.

Afin d'éviter une détérioration à court terme de la balance des paiements et de la rééquilibrer à moyen et à long terme, le gouvernement a décidé de recourir aux dispositions du paragraphe 9 de l'article XVIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994. Cet article autorise les pays en développement à adopter des mesures de restriction des importations pour sauvegarder leur position financière extérieure et garantir un niveau de réserves suffisant pour la mise en oeuvre de leur programme de développement économique.

Conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 9, les restrictions introduites par la Mesure provisoire 1024 ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour compenser les effets négatifs de la hausse subite des importations - principalement de véhicules - sur la balance des paiements. Ces mesures visent en outre à éviter de donner l'impression erronée que le Brésil est prêt à tolérer un déficit courant qui ne peut être financé. De même, conformément au paragraphe 10 de l'article XVIII, ces restrictions ont été conçues de façon à ne pas entraver l'importation de produits indispensables pour la mise en oeuvre du programme de développement économique, mais elles tiennent compte de l'expansion rapide des importations de véhicules ces derniers mois. Néanmoins, le total des importations effectives du premier semestre de cette année et du contingent fixé pour le second semestre représentera plus de 225 pour cent du total des importations de 1994.

Pour se conformer au paragraphe 11 de l'article XVIII, le gouvernement brésilien a pris des mesures pour répondre de façon satisfaisante à un éventuel déficit des transactions courantes en le finançant par des moyens durables et en utilisant au mieux des restrictions, de façon qu'il soit possible de les supprimer progressivement. A cet effet, la Mesure provisoire institue des mécanismes qui permettront au gouvernement de promouvoir la réduction des coûts et l'augmentation des investissements et des capacités d'exportation. Comme le secteur de l'automobile est un des secteurs industriels les plus internationalisés, sa compétitivité nécessite des économies d'échelle, un accès à des intrants peu coûteux et une optimisation des processus de production. Ces facteurs ont justifié l'existence de mesures et régimes spéciaux dans un grand nombre de pays développés et en développement.

L'industrie automobile représente 11 pour cent du PIB brésilien. Elle emploie directement quelque 700 000 personnes. Elle est au coeur d'un réseau complexe de production industrielle. Elle exerce des effets en cascade bien connus sur d'autres secteurs et sur l'ensemble de l'économie. Elle joue donc un rôle clé dans le succès du Plan Real. Ce plan a permis d'obtenir des résultats indéniables sur le front de l'inflation et de la stabilisation économique et son succès est une condition clé du retour à la croissance économique, voire des réformes constitutionnelles visant à moderniser et libéraliser l'économie brésilienne dans le cadre d'un dispositif institutionnel solide qui garantira la pleine intégration du Brésil dans l'économie internationale.